



Bernard Friot : « Nous n'avons besoin ni d'employeurs, ni d'actionnaires pour produire »

Ballast

19 septembre 2015

Entretien inédit pour le site de Ballast

Économiste et sociologue, Bernard Friot défend depuis de nombreuses années une alternative au capitalisme, théorisée à partir de son sujet de prédilection : la sécurité sociale. Contrairement au [revenu de base](#), qu'il qualifie de « roue de secours du capitalisme », son « salaire à vie » (ou salaire à la qualification personnelle) s'inscrit autant dans une refonte complète de notre rapport à la propriété que dans une démarche de suppression de notre aliénation au marché de l'emploi. Car, pour Friot, cela ne fait aucun doute : nous travaillons tous, que l'on soit chômeur, étudiant, retraité ou... travailleur. Au sein de l'association [Réseau salariat](#), dont il est cofondateur, il entend déconstruire boulon par boulon la « religion capitaliste » : il nous en dit davantage.



Dans l'une de vos conférences, vous affirmez que la France n'est pas un État laïc. Pouvez-vous nous expliquer en quoi le capitalisme est une religion, d'État qui plus est ?

La France est un État partiellement laïc et c'est heureux : la laïcité, en séparant l'État des religions, est une condition de l'émancipation populaire car les religions sont de puissants systèmes d'adhésion à la classe dirigeante. Mais, justement, il y a une religion qui, loin d'être séparée de l'État, y règne en maître : c'est la religion capitaliste. Entendons par là un ensemble très construit de dogmes, de croyances, de rituels qui font passer pour divine la violence des institutions du capital. Les dogmes sont construits par la prétendue « science économique », qui s'est imposée à l'université en excluant les **hétérodoxes** des postes de professeur et qui formate tout le discours des gouvernants et des médias. Plus la réalité infirme le dogme, plus il est raffiné — avec l'affirmation classique de toute religion : c'est parce que nous ne sommes pas assez fidèles au dogme qu'il n'informe pas encore suffisamment le réel ! La prétendue « science économique » procède par injonction permanente. Les croyances permettent d'intérioriser les injonctions du capital : nous présenter sur le marché du travail comme « demandeurs d'emploi » (alors que nous sommes les seuls producteurs de la valeur !), parce que nous croyons que seuls ceux qui ont un emploi produisent de la valeur économique ; nous soumettre aux marchés financiers parce que nous croyons que l'on ne peut financer l'investissement (et créer de la monnaie) que par crédit ; accepter la rémunération du capital parce que nous croyons que l'outil de travail crée de la valeur ; apprendre à vivre avec la souffrance d'un travail mené sous la dictature du temps parce que nous croyons que la mesure naturelle de la valeur, c'est le temps de travail. Je m'en tiens à ces exemples, mais les croyances capitalistes nous enserrant dans un filet très fin.



« Tout cela peut être étendu à toute la production, car nous n'avons besoin ni d'employeurs, ni d'actionnaires, ni de prêteurs pour produire. »

Les rituels, eux, inscrivent notre quotidien dans la pratique ou l'acceptation des croyances et des dogmes. Là encore, je n'en retiens que quelques-uns dans un ensemble infini. Dès l'enfance, nous entendons à la radio et à la télé le prêche des éditorialistes, qui nous rabâchent *ad nauseam* le même sermon : si vous n'êtes pas sages, vous irez en enfer (voyez : les Grecs n'ont pas été sages, ils sont en enfer). À la radio toujours, l'appel plusieurs fois par jour du *muezzin* qui, depuis le temple de la Bourse, récite le moulin à prières de la cote des titres financiers. Dès le collège, nos enfants sont régulièrement conduits dans des salons d'orientation où ils vont apprendre à appauvrir leurs désirs professionnels pour les conformer aux « exigences du marché du travail », un dieu particulièrement cruel. Puis il faudra aller régulièrement à confesse : auprès de conseillers de Pôle emploi et autres institutions du marché du travail pour examiner avec eux comment sortir du péché en améliorant notre employabilité, auprès du N+1 pour entretenir soigneusement notre incertitude sur la légitimité de notre présence dans notre emploi. À l'opposé, dans une pratique laïque de l'État, la loi ne doit être porteuse d'aucune de ces croyances et de ces rituels, leur expression doit être interdite dans les instances d'État et les services publics (mais autorisée bien sûr sur France Culture le dimanche matin parmi les autres croyances) ; la loi doit interdire leur obligation et garantir l'impunité pour ceux qui les refusent. Nous en sommes loin, le combat laïc a encore fort à faire. Mener la bataille pour la séparation de l'État et de la religion capitaliste est d'autant plus décisif aujourd'hui que, chez les socialistes, les mânes de la séparation de l'État et des églises traditionnelles sont invoquées comme caution de gauche à une politique de soutien résolu à la religion capitaliste, tandis que la laïcité a été récupérée par le Front national et Les Républicains comme argument raciste au service d'une division populaire qui dédouane le capital de sa responsabilité dans la crise du travail.

Quelles seraient les alternatives possibles à ces institutions aliénées au capitalisme ?

Mettre en évidence le *déjà-là* de ces alternatives est tout l'objet de mon activité de chercheur. Je renvoie le lecteur à mes livres, du plus simple (*Émanciper le travail, entretiens avec Patrick Zech*, paru aux éditions La Dispute en 2014) au plus technique (*Puissances du salariat*, paru chez le même éditeur en 2012). Malgré la chape de plomb de la religion d'État, le mouvement populaire a commencé à construire une classe

révolutionnaire qui s'est victorieusement opposée aux institutions du capital. Contre le marché du travail a été construit le *salaire à vie* des fonctionnaires et des retraités. Contre le salaire « prix de la force de travail », qui fait de nous des mineurs économiques ayant droit à du pouvoir d'achat, niés comme producteurs de valeur, la classe ouvrière a imposé le *salaire à la qualification*. Contre la mesure de la valeur par le temps de travail, la production des administrations est mesurée par la qualification des producteurs. Contre la propriété lucrative, de multiples formes de propriété d'usage sont en train de s'instituer. Contre le crédit à l'investissement, l'impôt et la cotisation permettent de subventionner des équipements collectifs. Tout cela peut être étendu à toute la production, car nous n'avons besoin ni d'employeurs, ni d'actionnaires, ni de prêteurs pour produire.



□Carl Corey | <https://carlcorey.com>□

Il a été reproché à Thomas Piketty de négliger, dans son livre *Le Capital au XXI^e siècle*, toute la violence sociale contenue dans le rapport entre un employeur et un employé. Peut-on imaginer un capitalisme sans ce rapport asymétrique, et donc sans cette violence ?

Évidemment pas : la propriété lucrative réserve la propriété de l'outil de production à une minorité, qui exerce une dictature sur la majorité par le double chantage à l'emploi et à la dette. Les institutions de l'Union européenne, syndicat du capital, organisent



depuis les années 1950 ce double chantage — avec une constance et une détermination que des travaux comme ceux de [Corinne Gobin](#), politiste à l'université libre de Bruxelles, ont très bien montrées depuis des décennies, sans qu'ils aient été pris au sérieux par tous les croyants dans une possible réforme de l'Union européenne. L'affrontement de la troïka au peuple grec ouvre aujourd'hui les yeux de certains de ces croyants, et cela en dépit de la mise en scène du jeu de rôles entre Hollande et Merkel et de l'incroyable propagande du clergé médiatique. Dans une affaire où *Le Monde* et *Libération* s'illustrent par leur participation sans retenue à la curée, de tous les quotidiens, seul *L'Humanité* soutient le peuple grec — même s'il faut déplorer qu'elle le fasse sur la base d'un appui sans réserve à [Syriza](#), qui ne mène pas la nécessaire lutte contre la classe capitaliste grecque pour la propriété populaire de l'économie, condition *sine qua non* de tout bras de fer avec la troïka (ce qui nous renvoie, chez nous, à la dérive sociale-démocrate du PCF et de la CGT). Puisque vous faites référence à Thomas Piketty, qui s'inscrit dans la filiation de [François Furet](#) et de [Pierre Rosanvallon](#) (dont la responsabilité dans le déplacement à droite du débat public depuis 40 ans est énorme), je note qu'il a pris position contre la troïka, avec tous les économistes hétérodoxes. Ce qui montre que le refus de l'austérité, qui motive l'essentiel de l'opposition à la politique de l'Union, est à côté de la plaque : la violence du capital exige en réponse la construction d'une autonomie populaire sur la base d'une production alternative à la production capitaliste, comme la classe ouvrière, avant son affaïssement des 40 dernières années, a commencé à le faire. C'est de ces acquis — considérables — qu'il faut partir pour les généraliser.

Pour faire disparaître la violence sociale due à l'emploi, vous proposez notamment la copropriété d'usage, et donc l'abolition de la propriété lucrative. En quoi cette dernière est-elle différente de ce que l'on appelle communément la propriété privée des biens de production ?

« Seul le travail vivant produit de la valeur — donc si un patrimoine procure un revenu, c'est forcément sur la base de cette extorsion du travail d'autrui. »

Remplacer dans l'analyse de la propriété l'opposition propriété privée/publique par l'opposition propriété lucrative/d'usage est décisif si le mouvement populaire veut sortir de son désastreux mutisme sur la propriété. « Propriété privée » est un pléonasme : le propriétaire d'un logement individuel ou le collectif copropriétaire d'une usine en ont un usage privé, personne d'autre que ces propriétaires ne peut disposer de ce logement ou de cette usine. Le projet d'« abolir la propriété privée » est de ce point de vue un non-sens : seuls des logements ou des outils de travail portés par des propriétaires sont



réellement assumés. C'est pourquoi ce projet est si peu énoncé, ou alors selon deux propositions très contestables. La première, traditionnelle dans la revendication de nationalisations, opère une distinction entre les petits et les gros propriétaires : seuls les seconds seraient concernés par la collectivisation de la propriété (le projet étant, je le rappelle, de passer du « privé » au « public »)... ce qui revient à laisser au capital l'essentiel du tissu productif, fait de PME, et crée une division du salariat entre les salariés des grandes entreprises et les autres, deux raisons essentielles de l'échec des nationalisations, qui ont pourtant été très nombreuses au XX^e siècle. La seconde, plus récente, considère la propriété comme une question dépassée, et préconise *l'usage* : certes, mais sur quelle base juridique et avec quelles capacités décisionnelles ? Revendiquer l'usage sans la propriété ne risque pas de faire peur au capital ! Le capitalisme ne repose pas sur la propriété privée des biens de production mais sur leur propriété lucrative, c'est-à-dire sur la contrainte faite aux non-propriétaires de présenter leur force de travail comme une marchandise sur un marché du travail, afin de produire des marchandises sous la dictature du temps et ainsi d'augmenter le patrimoine des propriétaires. Seul le travail vivant produit de la valeur — donc si un patrimoine procure un revenu, c'est forcément sur la base de cette extorsion du travail d'autrui dans la sphère de la production. Y compris si l'on est « petit » : propriétaire d'une TPE ou d'une PME, salarié actionnaire ou titulaire d'une épargne dont le rendement est supérieur à la croissance du PIB courant, loueur d'un bien foncier ou immobilier.

Tant que la propriété lucrative n'est pas délégitimée (et interdite) dans toutes ses manifestations, l'œuf volé par le « petit » légitimera le bœuf volé par le « gros ». Contre la propriété lucrative et à sa place, c'est une autre propriété qu'il faut continuer à construire pour la généraliser : la propriété d'usage. Propriété, parce que c'est la condition pour décider : de l'investissement, de ce qui va être produit, de la hiérarchie, du collectif de travail. Tout cela doit être le fait de chacun de nous, nous devons absolument devenir propriétaires de notre outil de travail (et, j'ajoute, de notre logement, pour pouvoir y apporter les modifications conformes à notre pratique de l'espace privé). Faute d'être nous-mêmes propriétaires, nous sommes impuissants devant des propriétaires lucratifs qui délocalisent à leur guise, qui nous imposent l'objet et les conditions de notre travail ou des hiérarchies sur lesquelles nous n'avons aucune prise, qui nous obligent à restituer notre logement dans l'état où nous l'avons trouvé. Oui, contre cette impuissance, nous devons devenir tous propriétaires de notre outil de travail et de notre logement, mais propriétaires d'usage ! Qu'est-ce que ça veut dire ? Que nous ne tirons aucun revenu de cette propriété, et qu'elle n'est transmissible que comme propriété d'usage. Pas de parts sociales cessibles comme dans trop de coopératives : dès qu'on est embauché, on entre dans l'entreprise avec tous les droits

d'un copropriétaire (décision sur l'investissement, le produit, la hiérarchie, le collectif de travail...), sans nécessité d'un quelconque apport autre que celui de son travail, et quand on la quitte, c'est sans autre enrichissement que celui d'une progression salariale, si on a pu passer une épreuve de qualification grâce à l'expérience acquise. Dans la même logique, la maison de famille, la ferme ou l'outil de travail d'un artisan sont transmissibles comme propriété d'usage, et uniquement comme propriété d'usage. Aucune accumulation individuelle et familiale ou collective n'est possible.



□Carl Corey | <https://carlcorey.com>

Dans de plus en plus d'entreprises, on dit supprimer les hiérarchies, on autonomise et on implique davantage tous les travailleurs dans les créations de « projets ». On leur propose même parfois de décider eux-mêmes de leur salaire !

On peut aussi venir y travailler en short et tongs et avec son chat. Et, si possible, avec son sac de couchage, pour être en permanence « créateur de projet » ! La capacité de telles entreprises à essorer les jeunes en s'appuyant sur leur intérêt pour leur travail pour obtenir d'eux un infini travail gratuit est effectivement très perverse. Mais, à 30 ou 35 ans, ils se rendent compte qu'ils ont été floués.

Cette question vous est très souvent objectée mais, pour avoir lu et écouté vos



réponses, nous restons sur notre faim : qu'est-ce qui pourrait pousser les gens à travailler s'ils reçoivent un salaire à vie ? Ne projetez-vous vos propres dispositions personnelles sur l'ensemble de la population ? Votre anthropologie ne souffre-t-elle pas de quelque candeur ?

« La valeur n'a pas d'autre fondement que politique, elle est le lieu d'expression de l'enjeu de pouvoir inhérent à toute production, à tout travail. »

Si les réponses que je fais habituellement à cette objection ne vous satisfont pas, je vais passer par un détour théorique sur la valeur et la lutte des classes. Le mot « travail » renvoie à deux réalités qu'il faut bien distinguer. Nous passons l'essentiel de notre vie éveillée dans des activités concrètes qui produisent, avec la nature, des biens et des services utiles — ou considérés comme tels. Ce travail concret est producteur de la richesse sans laquelle notre espèce ne pourrait pas se reproduire. Et lorsqu'une personne, bien qu'engagée dans ces activités concrètes, dit qu'elle « cherche du travail » ou qu'elle « ne travaille plus », nous sommes renvoyés à la seconde dimension du travail, celle de sa validation sociale et de l'expression monétaire de cette validation dans le profit du propriétaire lucratif et le salaire du salarié, ou dans le bénéfice du travailleur indépendant. Ici, ce n'est pas sous sa dimension concrète, en tant que producteur de richesse, que le travail est considéré, mais en tant que producteur de valeur. On parle alors de travail *abstrait* : quelles que soient les différences de leur travail concret, un comptable et un boucher peuvent produire la même valeur. Le travail abstrait détermine le travail concret : c'est sur « ce qui vaut » que va se concentrer la production de richesse et cela, selon les critères de « ce qui vaut ». Par exemple : si ce sont les transports liés à la route qui valent, il y a peu de chance pour que des moyens de transport ferroviaires ou fluviaux soient produits. Il y a une loi de la valeur, au sens où la production de richesse est déterminée par la production de valeur. Penser qu'on pourrait faire société dans la transparence des valeurs d'usage, éliminer le travail abstrait, libérer la richesse de la valeur en supprimant la monnaie et le travail est un rêve mortifère, qui prétend abolir le pouvoir par décret et qui empêche de voir que le travail abstrait est l'objet d'une lutte de classes. Car qui décide de ce qui vaut dans tout ce que nous produisons ? La lutte de classes. La valeur n'a pas d'autre fondement que politique, elle est le lieu d'expression de l'enjeu de pouvoir inhérent à toute production, à tout travail.

La classe capitaliste, en tant que classe dirigeante, exerce une dictature sur la production de valeur en la mettant au service de l'accumulation du capital : les richesses



produites hors de son emprise (par les retraités, les fonctionnaires, les travailleurs indépendants, les chômeurs) sont déclarées sans valeur, tandis que valent des biens et des services parfaitement inutiles ou dangereux, dont la production alimente le capital. Mais contradictoirement, comme nous l'avons vu, une classe révolutionnaire se construit depuis deux siècles, avec des hauts et des bas, et commence à imposer une autre pratique de la valeur que, dans *L'Enjeu du salaire* et *Émanciper le travail*, je qualifie de « salariale » parce qu'elle se construit à partir des institutions du salaire conquises par la classe révolutionnaire : une pratique de la valeur décidée par des copropriétaires d'usage titulaires d'un salaire à vie, libérés du marché du travail, du chantage au crédit et de la mesure de la valeur par le temps de travail. La lutte de classes est l'affrontement irréductible entre deux pratiques antagonistes de la valeur. Elle se joue dans la matérialité des institutions de la production et dans les représentations qu'elles génèrent. La bourgeoisie prend l'avantage dans la lutte de classes quand elle réussit à imposer le gel ou le recul des cotisations et des impôts qui paient les soignants, les retraités, les fonctionnaires, les parents ou les chômeurs. Quand elle transforme le droit au salaire des chômeurs en droit à l'emploi, la retraite comme salaire continué par la retraite comme salaire différé, le salaire à la qualification par la sécurisation des parcours professionnels. Quand elle réimpose le financement à crédit des équipements collectifs. Quand, par le *new public management*, elle introduit la dictature du temps dans la production des services publics et y remplace des fonctionnaires par des CDI ou des salariés associatifs. Nous sommes là dans la matérialité des institutions de la production. Mais la lutte de classes se joue aussi dans les représentations. Quand un chômeur dit qu'il ne travaille pas, ou qu'un retraité dit qu'il ne travaille plus, il y a, dans cet aveu que ce qu'ils font peut être utile mais ne crée pas de valeur, adhésion à la religion capitaliste, aliénation à la violence de rapports de classes qui permettent à la classe capitaliste de refuser de valider l'activité qui se déroule hors de l'emploi, dont elle a la maîtrise absolue.

« Quand un chômeur dit qu'il ne travaille pas, ou qu'un retraité dit qu'il ne travaille plus, il y a, dans cet aveu que ce qu'ils font peut être utile mais ne crée pas de valeur, adhésion à la religion capitaliste. »

Quand des fonctionnaires acceptent l'idée absurde qu'ils dépensent (et non pas qu'ils produisent, comme tous les salariés) la valeur de l'impôt qui les paie, ils témoignent aussi de la même violence et de son intériorisation religieuse : ils croient que, comme ils ont un salaire à vie lié à leur grade, qui est un attribut de leur personne, et non un



salaire à l'emploi (dont le support est le poste de travail, comme dans le privé), ils ne travaillent pas — au sens de : ils ne produisent pas de valeur —, puisque leur travail concret ne s'inscrit pas dans les canons capitalistes du travail abstrait. L'enjeu est que la classe révolutionnaire reprenne l'avantage, dans les institutions comme dans les représentations. Pour m'en tenir à l'objet de votre question (mais le raisonnement serait le même pour la copropriété d'usage de tous les outils de travail, pour le financement de l'investissement sans appel au crédit, ou pour le remplacement de la mesure capitaliste du travail abstrait par le temps de travail, par sa mesure salariale, par la qualification du producteur), nous ne pourrions généraliser le salaire à vie que si la classe révolutionnaire retrouve l'offensive et continue à imposer la pratique salariale de la valeur contre sa pratique capitaliste, comme elle l'a fait jusque dans les années 1970. Énumérons quelques mots d'ordre et pratiques d'une telle ré-offensive en vue de l'institution d'un droit politique au salaire, c'est-à-dire d'un salaire attribué de façon irrévocable à chaque personne, de 18 ans à sa mort, avec une progression possible par épreuves de qualification : hausse massive des cotisations et des impôts qui paient les fonctionnaires, les libéraux de santé ou les retraités, pour que la valeur qu'ils produisent aille au salaire socialisé, exclusivité des marchés publics pour les seules entreprises non capitalistes afin de sortir les coopératives et le travail indépendant de la marginalité, affectation de la qualification, et donc du salaire, à la personne des salariés du privé et non à leur poste de travail, transformation des prétendues « aides à l'agriculture » en salaire à vie des paysans, etc.



□Carl Corey | <https://carlcorey.com>□

Si une telle mobilisation était porteuse d'une moindre incitation à travailler, elle serait immédiatement vaincue par l'adversaire de classe. Et d'ailleurs, qu'est-ce qui pousse aujourd'hui à une telle mobilisation ? Précisément l'expérience que le marché du travail et le marché des capitaux (ces fouets esclavagistes qui sont implicitement derrière la croyance que leur disparition conduirait à une moindre incitation à travailler) sont des institutions du travail abstrait qui empêchent le travail concret, celui des travailleurs bridés dans leurs initiatives par la nécessité de produire de la valeur pour l'actionnaire, celui des jeunes sous-utilisés massivement parce que victimes du marché du travail, celui des retraités réduits au bénévolat, celui des travailleurs indépendants ou des patrons de PME réduits aux miettes que leur laissent les groupes capitalistes. La mutation salariale du travail abstrait va considérablement relancer le travail concret et, ce qui est encore plus décisif quand on considère les considérables dégâts anthropologiques et écologiques de la pratique capitaliste du travail, le déplacer vers d'autres valeurs d'usage si, dès l'enfance, nous sommes éduqués à la coresponsabilité sur la valeur, puisque nous nous serons libérés de la dictature du capital.

« La croyance dans une révolution qui n'aura jamais lieu que demain entretient le mythe de l'impuissance des dominés aujourd'hui. »



Je résume : la généralisation du salaire à vie contre le marché du travail est l'affaire d'une incessante lutte de classes pour construire un travail abstrait libéré de sa pratique capitaliste et rendant possible un travail concret pour tous dans de bonnes conditions anthropologiques et écologiques. Il ne s'agit en aucun cas d'une « autre répartition de la valeur » qui affecterait aux personnes sous forme inconditionnelle une partie de la valeur créée par un travail abstrait inchangé. Laissons ce projet aux tenants du revenu de base, roue de secours d'une classe capitaliste porteuse d'un travail abstrait à ce point aberrant pour le travail concret qu'elle est prête à mettre en place la soupape de sécurité d'un revenu de base permettant à chacun, dans les interstices que laisse une production capitaliste inchangée, de mener les activités concrètes de son choix : par exemple avoir un jardin bio dans un océan d'agro-business, produire des logiciels libres qui, au bout du compte, alimenteront le droit de propriété intellectuelle des groupes capitalistes de l'Internet. En contradiction avec cette dérive hélas possible, la généralisation du salaire à vie est une des dimensions de la suppression de la production capitaliste et de l'institution, à l'échelle macroéconomique, d'une autre pratique de la valeur et du travail dans laquelle le chantage à l'emploi et à la dette cédera la place à la coresponsabilité dans la production d'une valeur suffisante pour assurer le droit politique au salaire.

Nous avons récemment interviewé le sociologue Alain Bihr. Il nous disait : « Ce qui me paraît fort critiquable dans l'idée de "salaire à vie", c'est qu'elle passe à la trappe l'idée qu'abolir le capital, c'est, simultanément et du même mouvement, abolir le salariat. Le processus révolutionnaire est celui par lequel les producteurs associés, et au-delà l'ensemble de la société à travers eux, se réapproprient les moyens sociaux de production et dirigent, organisent et contrôlent la production de manière à satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. Dans le cadre de pareils rapports de production, il n'y a pas de salariat. » Que répondez-vous ?

Alain Bihr fait partie de ces marxistes (et ils sont hélas nombreux) qui pensent qu'il n'y a pas de sujet révolutionnaire effectivement en train de se construire à l'échelle macrosociale, que la seule classe qui existe est la classe capitaliste. Et cela contre le cœur même de l'œuvre de Marx, analyste magistral du capitalisme comme contradiction, journaliste soigneux des mouvements révolutionnaires, acteur de la [Première Internationale](#). Alain Bihr écrit certes sur « les rapports sociaux de classes », au sens où il énonce, à juste titre, que les classes ne préexistent pas à leur conflit et que ce sont les luttes de classes qui produisent les classes, mais les classes qu'il définit ne comportent... qu'une classe, la « classe capitaliste » qui domine respectivement le « prolétariat », l'« encadrement » et la « petite bourgeoisie ». Le postulat de la lutte de classes reste chez lui un élément du puzzle théorique mais, dans la réalité, il n'observe

aucun résultat révolutionnaire de la mobilisation syndicale ou politique concrète des dominés : la qualification, la sécurité sociale, la fonction publique, la cotisation, tout cela peut selon lui apporter une correction aux inégalités sociales et desserrer provisoirement l'étau, mais ne constitue en aucun cas les prémices d'une alternative, voire sert les intérêts fondamentaux du capital. Ce mouvement ouvrier qui n'a rien conquis de véritablement subversif du capital n'est donc pas un sujet historique, il n'est pas une classe révolutionnaire. Seule la classe capitaliste existe comme telle. Alain Bihr n'est pas le seul à exalter le mouvement ouvrier abstrait mais à faire du mouvement ouvrier concret un idiot utile du capital, à élaborer une critique théorique du capitalisme dans l'ignorance de sa critique sociale, à raconter la saga d'une classe dirigeante qui a toujours la main : la majorité des chercheurs en sciences sociales écrivent l'histoire du point de vue de la domination de classe. Par leur fascination pour le pouvoir, ils sont un élément décisif du clergé de la religion capitaliste. Je ne parle pas ici des économistes orthodoxes, dont j'ai dit dès le début qu'ils sont le haut clergé de cette religion et qui pratiquent d'ailleurs, non pas la science sociale (pouah !), mais la science tout court ! Je parle d'un bas-clergé d'autant plus efficace qu'il critique une domination capitaliste dont il nie qu'elle ait commencé à être radicalement mise en cause.



□Carl Corey | <https://carlcorey.com>□

On retrouve là un ingrédient constitutif de la religion, qui, je le rappelle, n'est pas simple soumission, mais aussi soupir du soumis contre son maître. De même que la croyance



dans la damnation des riches après la mort entretient la soumission dans cette vie à ces riches haïs, de même la croyance dans une révolution qui n'aura jamais lieu que demain entretient le mythe de l'impuissance des dominés aujourd'hui. J'ai tout à fait conscience de la gravité qu'il y a à dire cela, s'agissant de collègues aussi respectables qu'Alain Bihr ou les Pinçon-Charlot [*Michel Pinçon* et *Monique Pinçon-Charlot*, *ndlr*], ou trop d'*Économistes atterrés*. Si je le dis aujourd'hui avec encore plus de fermeté qu'hier, c'est parce qu'il y a urgence à sortir d'une critique du capitalisme aveugle sur les tremplins révolutionnaires construits dans la lutte de classes, une critique qui, par son aveuglement, participe, évidemment à son corps défendant, à la domination qu'elle combat. Pourquoi Alain Bihr identifie-t-il souveraineté sur la production des producteurs associés et abolition du salariat ? Précisément parce que les salariés sont rangés chez lui dans deux classes-qui-n'en-sont-pas, le prolétariat, qu'il définit exclusivement comme dominé, et l'encadrement, qui regroupe « les agents subalternes de la domination capitaliste ». Le salariat, c'est les prisonniers et leurs kapos. Et alors même qu'il insiste sur le papier sur la nécessité théorique d'une historicisation des classes sociales, en pratique il les essentialise : les salariés sont enfermés à vie dans le camp du capital. Rien, dans ce qui s'est passé depuis deux siècles de combat ouvrier, n'est fondamentalement émancipateur. Le « processus révolutionnaire » dont il parle dans la citation que vous rapportez est pour demain, Alain Bihr attend le Messie qui balayera la classe capitaliste, et donc le salariat qui en est l'appendice. Alors que si, comme je m'y efforce depuis 40 ans dans mon analyse de la sécurité sociale dans l'Europe continentale, on élabore une critique théorique du capitalisme à partir de sa critique sociale, le salariat prend une tout autre couleur. En tant que classe ouvrière, il a mené une lutte de classes sur le salaire qui a produit les institutions décisives que sont le salaire à la qualification et, plus encore, à la qualification de la personne qui en fait un salaire à vie, et une socialisation massive de la valeur contradictoire à l'accumulation capitaliste par la partie de la cotisation et de l'impôt qui est affectée au paiement du salaire à vie et au subventionnement de l'investissement.

« Il y a urgence à sortir d'une critique du capitalisme aveugle sur les tremplins révolutionnaires construits dans la lutte de classes. »

Aujourd'hui, où la classe ouvrière s'est affaïssée dans les vieux pays capitalistes — ce qui certes est dommageable sur le court terme mais doit être lu dans le nécessaire temps long de la révolution du mode de production (après tout, la bourgeoisie a mis cinq siècles pour l'emporter comme classe révolutionnaire sur l'aristocratie féodale, et a connu elle aussi des hauts et des bas dans ce combat séculaire), l'imposition d'une



production salariale sans emploi et sans crédit, sans chantage donc de la propriété lucrative, relève de la mobilisation et de l'inventivité des organisations encore vivantes de la classe ouvrière. Mais aussi, très au-delà d'elles, de la mobilisation des cadres, écœurés des pratiques des actionnaires et des prêteurs et qui mettent leur savoir-faire au service d'une production alternative portée par de plus en plus de trentenaires éduqués qui refusent, c'est leurs termes, de « produire de la merde pour le capital » ou de se soumettre aux injonctions d'employabilité. Et aussi de la mobilisation de travailleurs indépendants qui ont compris que leur intérêt n'est absolument pas du côté du capital, voire de patrons de PME sur qui pèsent la fonction d'employeur et la propriété d'un patrimoine dont ils pourraient être libérés par une organisation salariale de la production. Le salariat comme classe révolutionnaire en cours d'affirmation face à la classe capitaliste ne se définit évidemment pas à partir du contrat de travail avec un employeur. Il regroupe toutes celles et tous ceux qui assument les institutions anticapitalistes du salaire : droit politique au salaire à vie, copropriété d'usage de l'outil de travail, socialisation de tout le PIB dans la cotisation-salaire et la cotisation-investissement, [création monétaire sans crédit](#).

Dans *Après l'économie de marché*, paru aux éditions ACL, Anselm Jappe vous reproche de vous battre pour des choses qui, finalement, existent déjà (la valeur, l'argent, le salaire, les fonctionnaires, les retraites), et estime que votre montagne (la révolution) accouche d'une souris. Vous voyez les choses en petit ou Jappe a-t-il la folie des grandeurs ?

Comme Alain Bihr, Anselm Jappe pense qu'il n'y a pas de sujet révolutionnaire en construction face à la classe capitaliste, ce qui pour lui n'a d'ailleurs aucune importance. Car la lutte de classes disparaît chez lui non seulement de l'observation concrète, mais de la théorie elle-même. Le capitalisme est défini comme fétichisme de la valeur, un fétichisme qui domine tant les capitalistes que ceux qu'ils dominent, les uns comme les autres impuissants à contenir une dynamique éperdue de marchandisation pour tenter d'échapper à l'implacable baisse tendancielle du taux de profit, dans une fuite en avant qui débouchera sur une inévitable apocalypse. Il reste à espérer qu'elle sera joyeuse. Anselm Jappe ne voit les choses ni en petit ni en grand : il développe du capitalisme une lecture millénariste irresponsable. Ce qui m'importe, c'est de débattre avec ceux que touche cette lecture. Car un tel discours sur l'horreur économique, sur l'inutilité des mobilisations syndicales, sur la nécessité de suppression de la valeur, et donc du travail et de la monnaie, n'est pas sans échos à une époque où, à défaut de pouvoir susciter l'adhésion au triste état dans lequel elle met la pratique de la valeur et donc le travail concret, la classe dirigeante s'accommode d'opposants qui récusent toute mobilisation pour changer cette pratique.



Photographie de bannière : Carl Corey
Photographie de vignette : Cyrille Choupas
